Projet d'Appui à la Gouvernance Foncière et au renforcement des instances locales : La gestion foncière au cœur des échanges

MALI

1103

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 23 MAI 2022

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Mines

Le gouvernement entame la gestion rationnelle du secteur minier

Célébration de la Journée Inter. Vétérinaire : Le vétérinaire acteur de développement

UCAO : 15 étudiants formés en production radiophonique

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

22 Mai 2022

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

- Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter
- Se laver les mains regulièrement
- Tousser ou eternuer dans le coude
- Respecter la distance de sécurité
- Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains
- Eviter de se serrer les mains
- Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

623

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
05	02	00

Au cours des dernières 24 H

03 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
86 suivis à domiciles

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
31 056	30 161	734

dont 84 font l'objet d'un suivie médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P.14

P.19

P.27

/ Une /

Mines : Le gouvernement entame la gestion rationnelle du secteur minier — P.5

/ Brèves /

Sénégal- Mali : l'embargo met à nu les réalités d'une amitié entre le Sénégal et le Mali qui s'apparente à celle du cavalier et de son cheval. Sauf que là, le cheval en plus de transporter le cavalier, le nourrit également — P.14
Casque bleu du jour : Djènèba DIARRA contribue à la paix en veillant à la prise en compte du genre — P.14
L'organisation du G5 Sahel, dans l'inconnu sur son avenir : Déplore le retrait du Mali — P.15
Contingent sénégalais de la MINUSMA : Les"jaambars" interdit d'entrée au Mali — P.15
Traitement de l'info en période de crise : La DIRPA outille les médias de la région de Mopti — P.16
Trafic ferroviaire : Le Mali va bénéficier de l'accompagnement de la Russie — P.16

/ Actualité /

Célébration de la Journée Internationale Vétérinaire : Le vétérinaire acteur de développement — P.17
Projet d'Appui à la Gouvernance Foncière et au renforcement des instances locales : La gestion foncière au cœur des échanges — P.18
UCAO : 15 étudiants formés en production radiophonique — P.19
Litige foncier cheminots/police : Les cheminots remportent la manche — P.20
Micro-trottoir : Que pensez-vous du retrait du Mali du G5 Sahel ? — P.21
Micro-trottoir : Que pensez-vous du retrait du Mali du G5 Sahel ? — P.22
Contribution : L'avenir des colonels putschistes — P.24

/ Politique /

TRIBUNE : Jean Yves Le Drian out et Knock down ! — P.26
Mission d'observation des élections au Mali – MODELE : Conférence de presse du samedi 21 mai 2022 pour une loi électorale réaliste — P.27

/ Culture & société /

Journal d'un douanier : « Ma part de témoignage » — P.29

/ International /

La Russie se frotte les mains : Sa production de pétrole repart à la hausse… et son or noir revient déjà en Europe — P.30
France : La liste des ministres du nouveau gouvernement enfin dévoilée — P.31

/ Sport /

MERCATO – PSG : ZIDANE, MBAPPÉ… la nouvelle bombe de la presse espagnole ! — P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Karamako B. KEITA
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Mines Le gouvernement entame la gestion rationnelle du secteur minier

Dans le cadre d'une gestion rationnelle et efficiente des mines d'or en activité, le gouvernement du Mali a conclu un marché avec le groupement Iventus Mining et Mazars Sénégal pour la réalisation de l'audit du domaine minier. La conclusion de ce marché est la manifestation de la volonté des autorités de la Transition à faire en sorte que l'or du Mali puisse briller pour tous les maliens.

Le marché est conclu entre le gouvernement de la République du Mali et le groupement Iventus Mining et Mazars Sénégal pour un montant toutes taxes comprises de 997 millions 762 mille 705 francs CFA et un délai d'exécution de cent vingt (120) jours. La réalisation de cet audit permettra au gouvernement d'avoir plus de visibilité sur les ressources minières nationales en vue d'une meilleure planification pour améliorer les revenus potentiels à tirer du secteur. Le marché est entièrement financé par le budget national sur l'exercice budgétaire 2022.

Malgré le contexte socio-politique national et international, le Ministre de l'Économie et des Finances, celui de l'Environnement, et le Ministre Mines, de l'Énergie et de l'Eau ont pris leur responsabilité pour intervenir dans ce domaine important de l'économie de notre pays. Aussi, l'attribution d'un tel marché à des entreprises locales rentre effectivement dans le cadre de la refondation et de la promotion des compétences nationales. Il faut à cet égard savoir que Inventus Mining est un cabinet d'Études et d'Expertises Minières dirigé par Mamou Touré, un compatriote cofondateur du groupe.

L'Afrique de l'Ouest a connu une montée fulgurante des investissements dans son secteur minier pendant les 25 dernières années. Plusieurs projets de diverses tailles ont vu le jour pendant cette période. Les besoins en financement de projets miniers croient de jour en jour et le secteur minier continue a augmenté sa part dans le PIB de plusieurs pays dont le Mali. L'importance stratégique du secteur minier requiert pour nos gouvernants une expertise pointue pour améliorer leur visibilité dans le secteur. Inventus Mining vient opportunément apporter sa contribution à la recherche de solution à cette problématique avec comme objectif de combiner l'expertise locale et internationale afin de libérer la valeur latente pour ses clients notamment les gouvernements.

Faudrait-il le rappeler, Inventus Mining est le premier Cabinet d'études et d'expertises minières, installé depuis 2015 avec un capital de 250 millions CFA, Inventus Mining, cabinet d'études et d'expertises minières, spécialisé en conseil dans le domaine des mines fournit les services d'études et d'expertises dans le domaine des mines partout en Afrique et ailleurs.

En effet Inventus Mining, premier cabinet et parmi les plus grands cabinets d'études dans le domaine des mines au Mali et dans la région ouest-africaine se dit déterminé à apporter une importante plus-value à l'Etat du Mali pour la fourniture des services d'expertises minières pour ses besoins d'audit des mines en général et en particulier travailler sur des cas spécifiques selon sa demande.

Les experts employés par Inventus Mining sont recrutés à travers un filtre rigoureux qui leur impose un minimum de 10 ans d'expérience dans le management des opérations minières et une maitrise totale du corps de métiers. Pour atteindre ses objectifs Inventus Mining s'appuient sur une équipe de professionnels, d'Ingénieurs des mines, d'ingénieurs géologues, de métallurgistes, d environnementalistes / d'ingénieurs mécaniciens et spéciales qui ont un minimum de 10 ans d'expériences pratiques dans les mines dans des rôles de senior. Ils ont tous la maitrise absolue dans leurs domaines et pour la plupart membre reconnue d'organisation professionnel internationale reconnue. Inventus Mining est dirigé par Mr Mamou TOURE, un ingénieur malien, spécialiste des mines avec plus de 20 ans d'expérience dans les groupes multinationaux qui a construit plusieurs Projets miniers et géré plusieurs projets dans le secteur minier. Il a également piloté plusieurs contrats miniers et est soutenu par plusieurs experts dans divers domaines de la mine. Mamou TOURE a effectué avec succès ses études supérieures au Maroc et en France et a aussi suivi le programme de leadership et de management de l'université de Cap Town en Afrique du sud. Il a commencé sa carrière en 2001 comme Ingénieur de production dans les mines de MANAGEM (Group ONA) au Maroc. En 2005 il a rejoint le groupe Radngold ressources dans le cadre de la mise en route de la mine d'or Loulo mine. Durant cette période M. Touré a joué un rôle important come ingénieur senior, responsable expert en exploitation minière. Il est membre de la SME (Society for Mining Métallurgie and Exploration) au États Unis SME (#4149742). Il est spécialiste et personne compétente pour l'évaluation des réserves des gisements aurifères.

C'est dire que c'est une équipe dynamique et compétente que le gouvernement de la République du Mali a choisi pour auditer et rationnaliser son secteur minier, combien important pour le développement national. Un cabinet qui a réussi à effectuer plusieurs missions dans le secteur y compris la conception des nouveaux projets et la supervision de plusieurs transactions dans le domaine des mines ainsi que des audits pour fusion /acquisition des mines à travers le continent et en Europe.

Le peuple malien attend beaucoup de cette mission, qui va permettre à nos autorités de faire un toilettage du monde minier

Ibrahim SANOGO

Moussa Baba Coulibaly

Proverbe du terroir
"Le caractère c'est comme la barbe, tu as beau la raser, elle repousse"

Ammy Baba Cisse

Les femmes de N'Tabacoro ont affirmé qu'elles ont beaucoup pleuré et qu'elles espèrent en Assimi Goita pour les soulager

starfoot225

Idriss Diallo refuse de communiquer le salaire de Jean-Louis Gasset : « c'est confidentiel »
« Le salaire, vous ne l'aurez pas parce que c'est contractuel. Quand on signe un contrat, on ne donne pas le salaire. Donc ça, il faudrait qu'on se mette d'accord là-dessus. Je ne donnerai pas le salaire. Dans un contrat, c'est des choses qui sont confidentielles. Vous avez dit, à la nuit des temps. Pourquoi c'est au nouveau temps-là, que vous allez demander ? Vous avez dit transparence, mais la transparence, il y a des limites en matière salariale ».
Journaliste: « Mais M'Bappé, on connaît son salaire »
Idriss Diallo :
« M'Bappé, c'est des estimations. Ce n'est même pas le détail. (...) Non je ne donnerai pas ».

Mahamadou Kane

Les chaudes larmes d'Angel Di Maria et de sa famille hier soir au Parc pour ses adieux aux parisiens. Le milieu argentin voulait rester, mais les dirigeants ne voulaient plus de lui. Le meilleur passeur de l'histoire du PSG a presque été chassé comme un malpropre. Avant lui, les Cavani, Tiago Silva et bien d'autres ont connu le même sort. Un club ingrat envers ses dignes serviteurs. Ne cherchez pas loin les raisons des multiples échecs du club parisien en ligue des champions.
Hake magni

Bamako Niarela

Selon le ministre de la justice, Mamadou Kassogue, de 2018 à décembre 2021 le nombre total de dossiers ouverts en matière de corruption est de 1462 dossiers dont 690 dossiers ont été déjà transmis et 275 dossiers ont été déjà totalement jugés. " les montants en cause sont de l'ordre de 126 119 983 938 FCFA

Wakat Séra

La Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL) annonce une suspension temporaire d'électricité dans plusieurs localités pour cause de travaux de raccordement, ce dimanche 22 mai 2022.

Eburny 24

LA FIF VEUT ANTOINE KOMBOUARE COMME ENTRAINEUR DES ELEPHANTS

Antoine Kombouaré, vainqueur de la Coupe de France avec le FC Nantes, est le choix numéro 1 de la Fédération Ivoirienne de Football (FIF) pour succéder à Patrice Beaumelle sur le banc de touche des Eléphants.

« La fédération souhaite engager un entraîneur expérimenté, avec du caractère et qui a obtenu des résultats, et Antoine Kombouaré, répond à ces critères », indiquent plusieurs sources à l'Equipe qui précise que le gouvernement ivoirien prendrait en charge le salaire d'AK.

Source : L'Équipe

#FootballClubChallenge

#FIF

Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali

EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE : LES CADRES EN CHARGE DE L'EMPLOI DU MALI ET LEUR HOMOLOGUE DU QATAR EN CONCLAVE AUTOUR D'UNE CONVENTION DE TRAVAIL

Dans le cadre de la dynamisation du partenariat dans le sous-secteur de l'emploi et de la formation professionnelle, une séance de travail a regroupé les techniciens du Mali et de leur homologue du Qatar ce samedi 21 mai 2022 dans la salle de réunion du MENEFP. La cérémonie a été présidée par le Ministre Bakary Doumbia en présence de l'Ambassadeur du Qatar au Mali et des représentants du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale. Les deux pays entendent faire de la problématique de l'emploi leur priorité autour d'un projet dénommé « le Mali au Travail ».

Ce projet vise à former et accompagner 10.000 jeunes dans plusieurs domaines des activités socioéconomiques structurantes et productives et les envoyés au Qatar. L'opération sera encadrée par les textes qui régissent le travail dans les deux pays.

Après le mot de bienvenue du Ministre, le Chef de la délégation Qatari s'est réjoui de l'accueil chaleureux auquel sa délégation a eu droit. Selon lui, cette mission s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations dans le domaine de l'emploi et de main d'œuvre entre nos deux pays. Le Qatar dispose d'importante opportunité d'emploi dans lequel le Mali doit avoir sa part. Nous allons analyser avec nos homologues du Mali, le projet le Mali au Travail et le projet de convention de travail Mali – Qatar, a-t-il indiqué.

Quant au Ministre Bakary DOUMBIA, il a rappelé que cette séance de travail intervient à la suite de la visite du Premier Ministre, chef de Gouvernement, le Dr Choguel K MAIGA au Qatar. Elle portera sur l'analyse de la proposition de convention de travail. L'exportation de la main d'œuvre du Mali au Qatar est un important atout qui va permettre de contribuer au développement de nos pays, a-t-il souligné.

CCOM - MENEFP

Yaya Sangare

Le problème avec les gens fermés d'esprit, c'est que leur bouche est toujours ouverte...

Fahad Ag Almahmoud

À la découverte de la communauté <<Seybaatane>>

Les « Seybaatane », une des communautés minoritaires de notre pays les plus mal ou les moins connues.

L'histoire des « Seybaatane » remonte au royaume saadien du Maroc qui convoitait les richesses de l'empire songhaï de Gao alimentées essentiellement par les mines de sel et d'or. Ayant tenté plusieurs fois d'envahir l'empire et devant ses multiples échecs, le souverain marocain Ahmed AL MANSOUR se résout à faire appel à des renégats français et espagnols qu'il place sous le commandement du Pacha JOUDER.

Le 12 avril 1591, les troupes du Pacha JOUDER composées de trois mille (3000) hommes équipés d'armes à feu affrontent trente cinq mille (35 000) songhaïs de l'Askia ISHAQ II qui en sont dépourvus à Tondibi. Les songhaïs furent défaits et Askia ISHAQ II s'enfuit se réfugier en territoire gourmatché, les mêmes que ses grands – parents avaient repoussé vers le sud pour fonder un empire sur leur terre. Il sera tué à Bilanga avec toute sa suite après qu'il fut accueilli et installé. C'est le déclin de l'empire songhaï qui fut envahi par les français et les marocains.

Ils installèrent une place fortifiée au nord appelée « Al casbah » en arabe. Les soldats qui y vivaient se marièrent à des femmes songhaï et les enfants qu'ils eurent formèrent une aristocratie appelée « Arma » qui poursuivra la régence sous la forme d'un pachalik siégeant à Tombouctou et tributaire du Maroc. Les tamacheq qui faisaient déjà partie avec les songhaï de l'empire, désignaient tous ceux qui vivaient à Al casbah, « Kel alcasbaten » ce qui signifie « ceux qui viennent de Al casbah ». Cette appellation s'est métamorphosée pour donner « Alcasbaten » que les fulaphones qui vivaient aussi dans cette zone ont déformé en « Seybaatane ». Donc, seybaatane et arma désignent la même communauté. Métis, de peau claire confondus souvent aux touaregs ou aux peulhs, ils parlent un dialecte songhaï beaucoup plus proche du « icha chiini », le parler du fleuve.

En 1826, les djihadistes peulhs mettront fin à leur prépondérance en détruisant le pachalik avec l'avènement de la théocratie du Macina fondée par Cheikou Amadou.

Mais comment les seybaatane se sont – ils retrouvés là où ils sont aujourd'hui : Tin – ediar et Bangouenadji dans la commune rurale de Oursi?

En 1726, un conflit opposa deux fractions "Arma" à Bamba. Alliés au parti de Qâder, les « imazegen » (imazegen est le pluriel de « amazag ». Il s'agit de l'aristocratie guerrière des « kel tamasheq » communément appelés « touaregs ») » de la tribu des « oudalen » et les autres « kel tamasheq » du Gourma avaient le dessous face au camp de Hârir allié aux tribus « imazagen » des « kel tadmakat ». Après cette défaite, les « oudalen » passèrent définitivement sur la rive gauche du fleuve Niger. Avec eux, partirent vers le sud, les quelques rescapés Arma. La migration fuite des « oudalen » se reproduisit une fois encore lorsqu'ils furent chassés de la région de la mare de Gossi où ils s'étaient implantés. Conduits par le patriarche Bahar (Sa tombe présupposée se trouve non loin de la mare de Oursi), ils arrivèrent dans l'extrême nord du Burkina Faso qui devint par la suite « akal oudalen », la " terre des oudalan " qu'ils vont dominer. Avec d'autres nobles, les « kel zingi » et les « idamosen », ils se lièrent par mariage et formèrent une grande communauté très hiérarchisée. Les « oudalen » vont organiser la région autour d'un Amenokal (Titre que porte le chef d'une confédération « kel tamasheq ». Il réside à Beïga) dépositaire du « ettebel » [le « ettebel » qui signifie " tambour " en « tamasheq » est le symbole du pouvoir politique. Le « ettebel » des « oudalen » rassemblait les tribus suivantes : « Seybaatane, kel takarangat, iberzaz ou iboganen (imrad udalen), itaboten, imrad kel esuk, iderfen, ikubaraden, kel bara »]. En 1827, ils livrèrent une bataille à l'armée de l'Émir du " Liptako", un État fondé par les «toorobé». Sortis victorieux, ils soustraient leur territoire du " Liptako" et imposent même un tribut à l'Emir.

Donc les seybaatane se sont greffés au monde tamasheq où ils ont été admis dans la classe de l'aristocratie guerrière à l'intérieur de laquelle, ils ont épousé toutes les règles de conduite. Pour se faire appeler, ils ont même intégrer le « AG », caractéristique principale des dénominations touareg. Ils sont en général polyglottes et parlent aussi aisément le songhaï que le fulfulde et le tamasheq. Les peulhs jelgoobé de la fraction des « taraabé saabou » sont une de leurs ramifications.

Les seybaatane forment avec les idusahak, les igdalen et les iberogan(présents au Mali et au Niger), des communautés appartenant au monde touaregs mais ne parlant pas tamasheq mais plutôt le songhaï.

Diallo Émir.

Crédit photo : Kalifa AG.

Galsen Foot Infos

SOUTIEN TOTAL A GANA GUEYE
"JE SUIS le fils d'un Peuple qui a ses PRINCIPES, ses CONVICTIONS et son HUMANITÉ. Je ne suis PAS FRANÇAIS mais SÉNÉGALAIS. Votre DRAPEAU est colorée, ma FOI est ancrée. Mes CHOIX vous ont choqués. Ils font ma fierté. J'ai joué avec des CHRÉTIENS, JUIFS, ANIMISTES.
"Je n'ai jamais jugé. Je vis de mes principes et vous me jugez !
"VOUS DITES que le football UNIT. Ma Religion RÉUNIT ! En football la décision de l'arbitre est parfois mitigée. Pourtant vous l'acceptez.
"VOUS ME TAXEZ d'HOMOPHOBE, alors que vous êtes des XÉNOPHOBES !
"VOUS INTERDISEZ le voile et vous m'insultez sur la toile. Je suis un footballeur, pas un suiveur.
"QUAND on nous insulte dans les stades, vous restez fades.
"JE SUIS Idrissa Gana GUÉYE
Et non pas Idrissa Gana GAY !
"VOUS AVEZ Eric ZEMMOUR, moi j'ai l'AMOUR ! Valérie fait un prêt à la caisse et veut que je remplisse ses caisses.
"LA COULEUR de ma Foi est VERTE, pas BLANCHE !
"IDRISSA GANE GUÈYE est ce qu'il est et respecte toute les religions révélées. Il est bien éduqué et respecte toutes les identités.
"IDRISSA GANA GUÈYE n'est pas un complexé c'est un Sénégalais. Ta liberté s'arrête là où commence la mienne.
"ALORS, RESPECTE MES CONVICTIONS ! ET GARDE LES TIENNES".
(IGG)

Bamako Niarela

Mystérieuse disparition à la gendarmerie du présumé assassin du caporale Aïché Barry : La famille de la défunte interpelle Assimi Goïta

MINUSMA

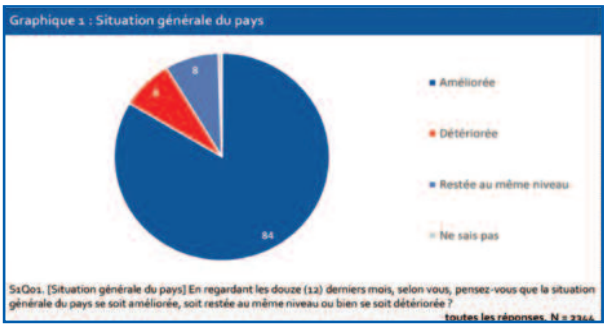
#Goundam. La MINUSMA est à l'œuvre pour faire un succès de la Semaine régionale de la jeunesse, des sports, de l'artisanat et du tourisme, du 20 au 24 mai. Les infrastructures sportives ont été rénovées et certaines construites

Victor Zugadi

Les Maliens conviennent que les FAMA ont un niveau militaire très élevé, mais ils conviennent également que les FAMA ont besoin d'un partenaire pour vaincre leurs ennemis.

Séga DIARRAH

#Malimetre : Que pensent les maliens ? Pour plus de 84% des maliens, la situation générale du pays s'est améliorée au cours des douze derniers mois. #Mali



#Malimetre : La sécurité, la faim et l'emploi des jeunes sont les 3 priorités de la majorité des maliens #Mali

Paul Derreumaux

Avec le départ du gouvernement de Mme #Parly et M. #LeDrian, la #France peut-elle concevoir vis à vis de l'#Afrique une politique différente dans ses buts,son style et ses modalités? Ce renouveau est en tous cas un grand espoir du continent et pourrait être utile à chaque Partie

Présidence de la République du Mali

Bamako | 21 mai 2022 | #ŒuvresSociales
Œuvres sociales : 33 forages inaugurés en une dizaine de jours
Le 133ème forage, issu du fonds de souveraineté du Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'État, a été inauguré, ce samedi 21 mai 2022. Cet ouvrage est installé dans l'enceinte de la Grande mosquée de Niamakoro.
La délégation de la Présidence, conduite par le Colonel Assa Badiallo TOURÉ, Conseillère spéciale du Président GOITA, s'est aussi rendue à Sanankoroba, où elle a inauguré le 134ème forage, implanté dans la cour du programme SOS village d'enfants.
Selon Aldiouma DAO, représentant du Directeur du programme SOS village d'enfants, au total, dans ce centre il existe 115 sites habités par 129 enfants.
Cette infrastructure d'eau potable permettra d'améliorer l'état de santé de ces enfants tout en leur apprenant la propreté. A travers ce projet, la population de Sanankoroba aura également accès à de l'eau potable, selon le sous-préfet Mahamadou Amidou MAÏGA.
L'inauguration de ce 134ème forage a mis fin à une tournée d'une dizaine de jours au cours de laquelle la délégation de la Présidence a inauguré 33 forages dans les régions de Kita, Kayes, Nioro, Nara, Koulikoro ainsi que dans le district de Bamako, a précisé Assan Badiallo TOURÉ, Conseillère spéciale du Chef de l'État. Elle a rassuré que le Président GOITA n'oublie personne dans ses œuvres sociales. Les bénéficiaires de ces ouvrages ont été invités à bien les entretenir. Des bénédictions ont été faites pour la réussite de la Transition, le retour de la stabilité et de la paix sur tout le territoire national.

Kouralé | 21 mai 2022 | #ŒuvresSociales
Installation de forages : Kouralé bénéficie du 132ème forage

Le 132ème forage, issu du fonds de souveraineté du Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'État, a été inauguré à Kouralé, dans le cercle de Kati, Commune de Kalabancoro.
Dans ce quartier périphérique de Bamako, existait une véritable pénurie d'eau, explique Lamine DIARRA, 1er Conseiller du Chef du village de Kouralé. "Nous ne pouvons que remercier le Président de la Transition pour cette œuvre humanitaire", a-t-il précisé avant d'ajouter : "En nous offrant cet ouvrage, le Chef de l'État contribue à l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans notre quartier."
Colonel Assa Badiallo TOURÉ, Conseillère spéciale du Président GOITA, a rappelé qu'à travers ces réalisations, le Chef de l'État honore un engagement pris devant les Maliens lors de son investiture.

L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux

L'INPS au service des assurés sociaux

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

www.inps.ml

Email :inps@inps.ml

INPS.Mali

@INPS_Mali

Sénégal- Mali : l'embargo met à nu les réalités d'une amitié entre le Sénégal et le Mali qui s'apparente à celle du cavalier et de son cheval. Sauf que là, le cheval en plus de transporter le cavalier, le nourrit également

Au Manden, un adage dit : "Là où il y a une bonne amitié entre deux personnes, l'une fait la sotte, justement, pour que cette amitié perdure". Le Mali et le Sénégal sont deux pays amis, de très bons amis, parce que le Mali fait le sot, pour ne pas dire l'idiot.
Alors, chers frères sénégalais, ne laissez pas Macky Sall exagérer et faire sortir le Mali de son gong ! Le sage manden ka dit également chez nous "il ne faut pas trop tirer la queue de l'âne".
Si Macky Sall, fait du Sénégal la porte d'entrée de la France au Mali, qu'il sache que les choses ont changé aujourd'hui, et irréversiblement. Le contingent sénégalais ne foulera le sol malien dans le cadre de la MINUSMA tant que l'embargo durera. Macky Sall, envoyez-nous nos frères Jambar dans le cadre d'une coopération militaire bilatérale. Ils seront les bienvenus au Mali. Nous avons digéré le coup de Senghor et sans rancune, parce que nos liens millénaires sont au-dessus des calculs politiciens de politiques ambitieux et fondamentalement néo coloniaux qui n'arrivent pas, quoi que libérés de leurs chaînes d'esclaves, de jouir de leur liberté retrouvée (Cheick Anta Diop). Voilà ce qui est fascinant dans ce Sénégal, pays aux multiples facettes intellectuelles. Président Macky Sall, soyez sénégalais africain !

Seydou Traoré, ancien ministre.

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Casque bleu du jour : Djènèba DIARRA contribue à la paix en veillant à la prise en compte du genre

Je m'appelle Djènèba DIARRA, j'ai rejoint la MINUSMA en 2014 en tant qu'Administratrice nationale chargée de programme genre, après plus d'une quinzaine d'années dans le domaine de la promotion des droits des femmes et du genre. J'ai travaillé pour des Organisations de la société civile et dans l'administration publique malienne. Soutenir l'épanouissement des femmes aussi bien dans les cellules familiales que dans les sphères publiques me parait tout naturel. Les Nations Unies à travers la MINUSMA m'ont offert l'opportunité de pouvoir apporter ma contribution à la promotion du genre à une plus grande échelle, en intégrant la nouvelle donne de la crise sécuritaire au Mali, avec ses impacts sur la vie des femmes maliennes. J'ai donc eu l'occasion de continuer à bâtir mon projet professionnel dans l'appui aux populations, dans le processus de paix et de développement.
Être membre du personnel de la Mission de paix des Nations Unies dans mon pays m'a permis d'acquérir diverses expériences dans la résolution des conflits, notamment une meilleure compréhension du rôle des femmes dans leur résolution. Cela m'a aussi permis d'avoir une conscience plus aiguisée de la nécessité de soutenir les femmes pour qu'elles prennent leur place et jouent pleinement leur rôle, aux côtés des hommes, afin de parvenir à une paix durable. Ce parcours professionnel m'a également aidé à comprendre davantage les pesanteurs socioculturelles et les obstacles politiques, économiques et sécuritaires qui se dressent spécifiquement sur le chemin des femmes, empêchant le pays de bénéficier de leur potentiel et contribution, ô combien nécessaires pour la paix, la sécurité et le développement.
Cet environnement multiculturel m'a aussi permis de mieux contribuer à l'intégration de la perspective genre dans le processus de paix au Mali, notamment grâce au partage d'expériences. Je suis fière d'avoir pu apporter et de continuer à apporter ma pierre à une meilleure représentativité des femmes dans le processus de paix malien, tout en ayant à cœur de toujours innover pour relever de nombreux défis. Par exemple, les formations, les sessions de sensibilisation et de plaidoyer réalisés au bénéfice des femmes, des jeunes ont permis de mieux faire connaître l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité par divers acteurs impliqués dans sa mise en œuvre.
Mon souhait est de voir dans un avenir proche, un Mali en paix grâce aux efforts conjugués des Maliennes et des Maliens des villages, des communes, des régions et de la capitale, Bamako avec l'accompagnement de la MINUSMA.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

L'organisation du G5 Sahel, dans l'inconnu sur son avenir : Déplore le retrait du Mali

La décision du Mali de quitter l'organisation antidjihadiste du G5 Sahel est "regrettable", a déclaré mercredi au Conseil de Sécurité de l'ONU son Secrétaire exécutif, Éric Tiaré, alors que le Niger considère déjà que cette instance régionale n'existe plus.

Depuis sa création, le G5 Sahel, aussi formé de la Mauritanie, du Tchad, du Burkina Faso et du Niger et dotée jusqu'à présent d'une force de 5.000 militaires, "a mené le bon combat sur ses deux fronts", "la lutte contre le terrorisme" et "le développement socio-économique" de la région, a fait valoir le responsable. Malgré la dégradation de la situation sécuritaire, "la force a connu des succès" dans ses opérations conjointes, a insisté Eric Tiaré, en réclamant à l'ONU un plus grand soutien. "Nous lançons un appel à l'ONU pour qu'elle s'implique davantage dans le soutien au G5 Sahel", a-t-il dit. En dépit de demandes répétées du Secrétaire Général des Nations Unies et notamment de la France, les Etats-Unis ont toujours refusé au G5 Sahel un soutien onusien substantiel et financier de l'ensemble des 193 membres de l'ONU, lui préférant les aides bilatérales. Une position réaffirmée mercredi par Washington. Dans un entretien aux médias français La Croix et L'Obs, publié mercredi, le président nigérien Mohamed Bazoum, a tiré un trait définitif sur le G5 Sahel après le retrait du Mali. "Le G5 Sahel est mort. Depuis le second coup d'Etat au Mali (en mai 2021), Bamako est dans une fuite en avant qui l'isole en Afrique et nous prive d'une stratégie concertée et coordonnée pour lutter contre le terrorisme", a-t-il souligné. En regrettant comme d'autres membres du Conseil le départ du Mali, au "rôle moteur" dans l'organisation depuis sa création, l'ambassadeur français à l'ONU, Nicolas de Rivière, a appelé à "ne pas tirer de conclusions hâtives" sur son avenir. Il revient aux cinq Etats ayant créé le G5 Sahel de "décider ce qu'ils veulent en faire", avait-il précisé avant la réunion à des journalistes. L'ambassadrice adjointe de la Russie à l'ONU, Anna Evstigneeva, a demandé pour sa part au G5 Sahel de "garantir une ligne autonome" de son action "sans diktat extérieur". La junte au pouvoir au Mali, visant implicitement la France, a annoncé dimanche quitter le G5 Sahel en l'accusant d'être "instrumentalisée" par l'"extérieur". Les cinq pays fondateurs en 2014 du G5 Sahel, aux armées sous-équipées, avaient lancé en 2017 leur force militaire conjointe alors que l'étau des jihadistes se resserrait autour d'eux. Partie du nord en 2012, les violences se sont propagées au centre, puis au Burkina Faso et au Niger, faisant des milliers de morts civils et militaires malgré la présence de forces françaises, européennes, africaines et d'une mission de Casques bleus (Minusma).

Source : AFP

Contingent sénégalais de la MINUSMA : Les"jaambars" interdit d'entrée au Mali

Courte queue se paie par courte queue. Cet adage, Assimi Goita en a fait sienne en guise de représailles contre les sanctions de la CEDEAO.

Et, les Casques bleus sénégalais sous mandat de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) sont interdits d'entrée à Bamako.

Les éléments du 10è bataillon présents sur zone doivent être relevés par ceux en provenance de Dakar.

Mais depuis un mois, ils sont bloqués en terre malienne. La relève ne pouvant pas quitter la capitale sénégalaise pour survoler le territoire malien.

Il s'agit d'une mesure de réciprocité appliquée par la junte malienne contre un pays membre de la CEDEAO, qui a suspendu de ses instances et isolé le Mali.

« Le contingent est toujours là et celui qui est au Mali attend la relève », s'est contenté de déclarer un officier supérieur sénégalais interrogé par Le Quotidien.

Salgado acquiesce : « Tous les vols utilisés pour la relève des troupes à destination ou en provenance du Mali sont soumis aux autorisations de survol et d'atterrissage du gouvernement malien. Nous poursuivons activement nos démarches auprès des autorités maliennes sur la base des arrangements qui gouvernent le déploiement et les opérations de la Minusma. »

Toutefois, regrette le porte-parole de la MINUSMA, le retard dans le déploiement des Casques bleus sénégalais affecte « le moral des troupes concernées (et) leur efficacité opérationnelle ».

Rewmi.com

Traitement de l'info en période de crise : La DIRPA outille les médias de la région de Mopti

"Traitement de l'information en période de crise et responsabilité des médias", tel était le thème de la journée de sensibilisation initiée par la DIRPA à l'intention des médias à Mopti. C'était le samedi 21 mai 2022 au gouvernorat de Mopti, en présence du premier responsable de la DIRPA, le Colonel Souleymane Dembélé, du chargé de communication du Ministère de la Défense, Hassane Maiga, et du conseiller à la Sécurité et à la Protection civile du Gouvernorat, le Lieutenant Mamadou Sidiki Konaté.

Au cours des échanges, il est ressorti que les journalistes balancent parfois des informations sans au préalable aller au recoupement et à la vérification des renseignements reçus. De telles pratiques aboutissent généralement à la désinformation et au désordre. Pour cela, le Colonel Souleymane Dembélé a appelé au renforcement des connaissances en matière militaires et l'abstention de toutes publications pouvant affecter la capacité opérationnelle et le moral des FAMa.

Selon le Directeur DIRPA, les journalistes doivent en période de crise adopter leurs lignes rédactionnelles pour la protection et la sauvegarde des intérêts nationaux et pour la souveraineté et la cohésion nationale. "C'est important de nos jours de venir vers les médias locaux qui sont les relais d'information et de leur faire comprendre que la situation dans laquelle nous nous trouvons, rien ne pourra nous la faire quitter tant qu'on ne diffuse pas des bonnes informations. On avait atteint un seuil où le citoyen malien ne savait plus où mettre la tête, tellement des informations fusaient de partout. Nous dévons prêcher la bonne information", a-t-il martelé.

Le chargé de mission au MDAC, Hassane Maiga, soutiendra que la mission générale des médias est de promouvoir le développement et de contribuer au changement positif de comportement. Force est de reconnaitre que les médias évoluent dans un environnement hostile marqué par des conflits les plus divers, à savoir le terrorisme, la politique, le foncier etc.

En outre, M. Maiga a affirmé que les médias doivent réaliser et diffuser toutes sortes d'émissions qui concourent à cimenter l'unité, la cohésion et la paix. Assurer la couverture des conflits de façon objective, crédible et équilibrée.

Le Directeur de la radio SENO de Bankass, Amadou Yaro s'est montré très satisfait des échanges au cours de cette journée de sensibilisation. " Nous venons d'apprendre beaucoup de choses à travers la DIRPA. Nous leur disons de poursuivre cette initiative de sensibilisation à l'endroit des médias locaux. Cela nous permettra de savoir comment évolue l'armée sur le terrain et comment nous devons traiter les informations en temps de crise. Nous disons merci à la DIRPA", a conclu le Directeur de la radio Seno de Bankass.

Source : Forces Armées Maliennes

Trafic ferroviaire : Le Mali va bénéficier de l'accompagnement de la Russie

Dans le cadre de la relance du trafic ferroviaire, la délégation ministérielle du Mali à Moscou est entrée dans la phase active ce 20 mai 2022 avec la rencontre de la société russe Trading House STM. La ministre malienne des Transports et des Infrastructures et son collègue de l'Économie et des Finances ont eu une séance de travail "fructueuse aux vues de la qualité et la sincérité des échanges", informe le gouvernement.

La société russe Holding, qui appartient à Sinara – Transport Machines (STM), est un important fabricant et fournisseur de matériel roulant et d'équipements ferroviaires, y compris des locomotives diesel et électriques, des unités multiples électriques, des wagons de fret et des machines de voie pour la construction, la réparation et rénovation et la maintenance de la voie ferrée.

Après des échanges sur les aspects techniques, les deux parties procéderont à la signature d'un mémorandum d'entente entre les deux parties ce vendredi en fin de journée pour déclencher le partenariat et entamer les travaux dans une dizaine de jours.

Source : Alwihda Info

Le champ d'application
de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2 : Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3 : Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.

Célébration de la Journée Internationale Vétérinaire : Le vétérinaire acteur de développement

Le ministre du Développement Rural, Youba Ba, a présidé, le samedi 21 mai 2022, la célébration conjointe de la Journée Internationale Vétérinaire couplée à l'assemblée générale des vétérinaires du Mali. Le thème de cette activité était ''rôle du vétérinaire dans la résilience''.

Selon Dr Adama Traoré, représentant le président d'honneur, les docteurs vétérinaires ont été sollicités ces dernières années, mais avec l'émergence des nouvelles maladies zoonotiques et pandémiques comme celle encore en cours de la COVID-19 que l'association mondiale a choisi ce thème, qui interpelle tous. « **En ce qui concerne notre pays, un pays à vocation essentiellement agropastorale, si on reconnait volontiers l'importance du rôle que joue le vétérinaire dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et dans la préservation de la santé publique, on semble cependant moins conscient des conditions précaires d'exercices de la profession vétérinaire au Mali et de ses implications sur le bien-être et sur la résilience des vétérinaires** », a-t-il explicité.

Sidiki Konaté, président des docteurs vétérinaires du Mali a révélé que le développement du secteur de l'élevage est l'assurance de l'autosuffisance alimentaire et la promotion de la santé publique vétérinaire. « **A l'occasion de la 5ème assemblée générale de l'ANDVM, notre association a décidé de célébrer en marge de cette assemblée, la journée mondiale vétérinaire 2022, célébrée le 27 Avril de chaque année dans le monde entier. Elle est l'occasion de magnifier les contributions des vétérinaires à la santé des animaux, des personnes et de l'environnement dont le thème est axé sur le rôle du vétérinaire et sa résilience. La tenue de cette journée intervient 4 jours après l'adoption par le conseil des ministres du projet de décret fixant les modalités d'application de la loi n°2016-04 du 12 février 2016 régissant la pharmacie vétérinaire. Les acquis en matière de la santé animale ne sont point négligeables. La peste bovine reconnue comme la maladie la plus redoutable à cause de sa morbidité et mortalité très élevée a été éradiquée. Cela a été possible grâce à l'effort constant et soutenu des services vétérinaires, le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers à travers des programmes comme le programme conjoint PC15, la campagne panafricaine de lutte contre la peste, et le programme panafricain de lutte contre certaines maladies** », a-t-il indiqué.

Le ministre en charge de l'Elevage et de la Pêche, Youba Ba, a rappelé le contexte socio-politique dans lequel se tient cette journée, et qui exige par conséquent chacun et chacune un engagement sans réserve pour la refondation tant souhaitée de la nation malienne. La responsabilité du vétérinaire est cruciale tant au niveau sanitaire qu'au niveau de l'assurance de la sécurité alimentaire. Cela exige de lui, une formation solide et un engagement personnel afin de relever les nombreux défis auxquels le pays fait face. L'homme consomme annuellement plus de 55 milliards d'animaux, principalement dans l'ordre des poulets, des canards, des lapins, des moutons, chèvres, bovins et chevaux. « **Les animaux abattus pour la consommation alimentaire sont 100 fois plus nombreux que la somme de tous les animaux tués dans tous les autres secteurs. Votre résilience réside dans la capacité de votre organisation à s'adapter aux perturbations internes et externes dont vous faites preuves dans vos actions de tous les jours, et plus particulièrement dans le contexte sécuritaire et de la refondation du Mali** » a précisé le ministre Youba Ba, avant de remercier tous les acteurs pour les efforts consentis au service de l'élevage au Mali.

Ibrahim SANOGO

Projet d'Appui à la Gouvernance Foncière et au renforcement des instances locales : La gestion foncière au cœur des échanges

La cérémonie de lancement du Projet d'Appui à la Gouvernance Foncière et au renforcement des instances locales de gestion des conflits fonciers, a été présidée, le vendredi 20 mai 2022, par le ministre du Développement Rural, Modibo Keita, à l'hôtel de l'Amitié. Objectif : informer et sensibiliser l'ensemble des acteurs afin qu'ils s'approprient la problématique foncière, constater les insuffisances et d'y trouver des solutions idoines pour le bien être de toutes et tous.

Le programme est financé par le ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas à hauteur de 1, 3 millions d'euros, soit environ 820 millions de francs CFA pour soutenir les efforts de l'Etat et les initiatives d'autres partenaires. Le projet intervient dans les régions de Mopti, Ségou, Sikasso, Koulikoro, Kayes et le District de Bamako. La durée d'exécution est de 30 mois (de juin 2021- Décembre 2023). Le projet vise à renforcer globalement les capacités locales de gestion des conflits fonciers et de protection des droits coutumiers au Mali à travers un appui institutionnel et de proximité.

En prenant la parole, l'ambassadeur du Royaume des Pays–Bas au Mali, a dans son intervention fait savoir que le Mali est un pays continental et agro-sylvo-pastorale avec plus de 80% de la vie active. « **Ce Projet s'intéresse en particulier aux exploitations familiales soumises à des moyens rudimentaires de production car, ces exploitants ont besoin d'un appui conséquent. En milieu rural le régime coutumier continu de sécuriser la production agricole. Nous sommes conscients que la pression du foncier devient constante en zone rurale et par conséquent il faut soutenir les commissions foncières** » a-t-il dit.

Pour sa part, le ministre du Développement Rural, Modibo Keita, a indiqué que le secteur agricole est placé au cœur des priorités du développement économique et social par les plus hautes autorités du pays comme en témoigne l'élaboration de la Loi d'Orientation Agricole et les différentes politiques nationales d'orientation, d'organisation, de gestion du secteur du développement rural. La majorité de la population du Mali vit en milieu rural et vit de la production végétale et animale et de l'exploitation d'autres ressources naturelles forêt, minéraux. L'accès à la terre et aux ressources naturelles constituent donc une condition préalable pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement économique et social du pays. La terre qui constitue la première richesse du pays se trouve aujourd'hui au centre des enjeux économiques, sociaux, culturels, environnementaux et politiques. « **Face à la compétition sans cesse croissante pour l'accès à la terre, la gouvernance foncière est devenue depuis quelques années une préoccupation majeure aussi bien pour les populations que pour les autorités politico administratives. La sécurité foncière représente donc un élément clé pour la valorisation des potentiels économiques du pays. La protection foncière des exploitations agricoles familiales est devenue primordiale pour l'amélioration des conditions d'existence et de sécurisation des facteurs de production dans les zones rurales. L'état des lieux de la problématique de gestion du foncier agricole laisse apparaitre de nombreux conflits fonciers entre les différents acteurs** » a-t-il laissé entendre.

En outre, le ministre Keita dira que pour faire face à ce phénomène l'Etat malien a engagé une série de réformes afin de mieux organiser la gouvernance foncière. « **Cela est matérialisé par différents textes législatifs et réglementaires, tels que la loi d'Orientation Agricole et la loi Foncière Agricole qui font des commissions foncières un dispositif clé pour la prévention et la gestion des conflits fonciers pour sécuriser les ressources foncières rurales et le maintien de la stabilité et la cohésion sociale** », a-t-il renchéri.

Ibrahim SANOGO

UCAO : 15 étudiants formés en production radiophonique

Les rideaux sont tombés sur la session de formation intensive en production radiophonique à l'université catholique de l'Afrique de l'ouest, unité universitaire de Bamako. La cérémonie de clôture a été sanctionnée par la remise de certificat aux participants.

La session qui a réuni 15 étudiants en année de Licence en Journalisme était centrée sur la formation intensive en production radiophonique deux semaines durant. Cette session de formation a été animée deux journalistes chevronnés que sont Martin Faye et Mme Moussocoura Konaté.

La représentante des participants à la formation intensive en production radiophonique, Sangou Diallo, a saisi l'occasion pour remercier les responsables de l'UCAO-Ubba et la fondation hirondelle pour l'organisation de cette formation. « Nous avons suffisamment appris au cours de cette formation. Nous demandons à l'administration de continuer à organiser ces genres de formation pour être permettre aux étudiants et étudiantes de l'UCAO-Ubba de tenir haut le flambeau de l'excellence. Je remercie les formations chaleureusement les formations qui ont été à la hauteur de nos attentes », a-t-elle dit.

Le doyen de l'UFR journalisme-Communication, Dr Alexis Dembélé, a mis le curseur sur l'importance de cette session de formation sur la vie professionnelle des étudiants. « Depuis quelques années nous nous sommes lancés le défi qu'au bout 2 à 3 ans tous les étudiants de cette filière devraient pouvoir faire quelque chose de leur tête et de leurs mains. Depuis 2 ans, nous sommes rentrés en synergie avec d'abord le Studio Tamani puis la fondation Hirondelle pour qu'on puisse faire le prolongement de la formation mais de manière intensive et pratique. C'est ce qui a donné un centre de formation et de perfectionnement. C'est la 3ème vague d'étudiants à recevoir cette formation. C'est l'occasion pour moi de plaider auprès de mes autorités pour qu'il y ait comprehension parce que nous sommes dans un domaine ou quand on dit le micro coute 50000 F, nous estimons que ce n'est pas un bon micro. Quand le micro 300000, 500000 pour nous ce micro est bon. Mais pour les financiers ou les décideurs c'est trop. Ou ils vont essayer de comprendre. Nous allons les informer davantage », a-t-il insisté.

Pour le président de l'UCAO, Clément Lonah, avoir un studio de formation de production pour la formation continue des journalistes afin qu'ils puissent avoir de l'expérience déjà étudiant, théoriquement en journalisme dans notre université a été une bonne vision soutenue par le doyen qui est un spécialiste du domaine et soutenue par toute l'administration en collaboration avec studio Tamani et la fondation hirondelle. « Nous avions réussi à avoir ce studio pour la formation pratique en journalisme. Depuis 2 ans cette formation pratique est fonctionnelle. J'ai suivi la formation et la présentation du journal. Et j'ai pu constater la progression, les voix radiophoniques qui s'affermissaient au fur et à mesure. Félicitations aux formateurs Martin Faye, Mme Moussocoura Konaté, le doyen, les impétrants. Il faut continuer cette formation puisque nous avions le studio disponible. En ce qui concerne l'administration, je garantis que les investissements vont continuer pour qualifier davantage notre studio de production », a-t-il rassuré.

Aux dires du représentant de la fondation Hirondelle, Garin Gbedegegnon, l'objectif global de la Fondation est de contribuer à des sociétés pacifiques, inclusives, justes et démocratiques, en permettant, dans des situations de crises et de transition, aux populations, particulièrement les femmes et les plus marginalisées, d'être mieux informées et de participer à la vie civique grâce à des médias d'intérêt public responsables. Pour atteindre cet objectif, 5 axes stratégiques sont définis comme suit : Production et diffusion de contenus journalistiques pour des populations confrontées à des crises, Renforcement des capacités des partenaires afin d'en faire des acteurs reconnus des paysages médiatiques. « Nous sommes aussi une organisation apprenante qui se développe au fur et à mesure des évolutions technologiques, historiques, politiques des différents contextes où nous travaillons. Il est important dans un monde en constante mutation, que la profession journalistique soit connue, comprise, et reconnue pour ses savoirs techniques et pratiques spécifiques. Le journalisme radio c'est d'abord une voix qui vous accompagne tout au long de la journée, qui vous amène les informations les plus diverses, qui devient familière au fil du temps, des jours en temps de crises comme en tant de paix. Et le jour où elle se tait, elle vient à vous manquer. Le plus souvent une voix sans visage et pourtant elle est intimement liée à l'histoire de nos pays, à la lutte pour les Indépendances, aux mobilisations pour la Démocratie, pour la Justice sociale, pour la Paix et la Dignité. La radio est d'abord et avant tout un lien entre le centre et la périphérie, entre la ville et la campagne », a-t-il dit.

Le point saillant de cette cérémonie a été la remise de certificats aux participants.

Ibrahim SANOGO

Litige foncier cheminots/ police : Les cheminots remportent la manche

Le litige foncier qui opposait le Syndicat National des Cheminots et l'Amicale de Dignité et Continuité de la police, a connu son épilogue le mois de mars dernier. La Cour Suprême a donné son verdict et les parcelles querellées reviennent aux cheminots après 10 ans de procès devant la Cour Suprême.

Tout a commencé en 1998. Ils étaient 217 cheminots à cotiser 28 000 F CFA par mois pendant 25 mois soit 2 an et 1 mois. « C'est en 2000 que nous avons entendu parler de parcelles à vendre sur le titre foncier de Mme Aline Aydie Sangaret. Nous avons acheté le terrain de 10 hectares à 30 millions de F CFA. C'était le 28 juin et le 29, nous avons payé la plus value, les 15 % à l'Etat malien », a expliqué Lassana Togola du Syndicat national des cheminots.

Le 3 février, une association de policiers de la promotion 1976-1977 du nom de "Amicale Dignité et Continuité (AMIDICO), se présente avec une lettre de promesse de vente entre elle et la dame Aline Aydie Sangaret, selon un responsable du Syndicat des cheminots. Du camp 1, ce jour-là, l'affaire finit sur la table du procureur de Kati. Ce dernier aurait classé l'affaire.

Les cheminots continuèrent leurs travaux sur leur hectare. Ils le morcèlent entre eux. D'aucuns ont même construit. Au total 36 maisons étaient construites dont 8 habités. Mais en 2010, l'affaire rebondit. Cette fois au niveau du tribunal administratif. A ce niveau, le transfert du titre foncier au non des cheminots est annulé et les 10 hectares sont attribués à l'AMIDICO, selon Lassana Togola du Syndicat national des cheminots. Les 36 maisons et les 8 habitées ont été démolies sur le duplicata du titre foncier fait sur la base de la décision du Tribunal Administratif.

C'est en 2012, avec l'arrivée de Malick Coulibaly au Ministère de la Justice que l'affaire a repris son cours.

Les cheminots ont saisi le ministre de la Justice, qui a à son tour a envoyé l'affaire devant la Cour Suprême. Après de longs procès entre la Cour d'Appel et la Cour Suprême, le 22 mars dernier, la Cour Suprême a donné son dernier verdict. Toutes les décisions en faveur des policiers ont été annulées et les cheminots récupèrent leurs parcelles.

« Je me demande comment une promesse de vente peut valoir devant une vente devant notaire ? Et comment un duplicata d'un titre foncier peut triompher sur le titre foncier », s'est questionné Lassana Togola du Syndicat des cheminots. Il a confié que lors de leur morcèlement, l'AMIDICO avait donné des parcelles à des généraux et hauts gradés de la police pour juste avoir gain de cause. C'est ce qui s'est fait pour lui en 2010. Un haut gradé de l'armée avait sa femme parmi les bénéficiaires. C'est ce dernier qui serait derrière toutes les procédures qui leur ont donné gain de cause en 2010. C'est le 22 mars dernier que le dernier mot est revenu à la justice et les cheminots gagnent le procès.

Koureichy Cissé
Source : Mali Tribune

Infrastructures universitaires : Le siège du Bureau National de l'Agence Universitaire de la Francophonie inauguré

Le nouveau siège du Bureau National de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) à la Faculté des Sciences et des Techniques (FST), a été inauguré le jeudi 19 mai 2022, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita. On notait la présence du ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Bakary Doumbia, de celui de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Harouna Toureh, de la Directrice Afrique de l'Ouest de l'AUF et les partenaires du secteur de l'enseignement supérieur.

C'est à la suite d'une restructuration profonde que l'Agence Universitaire de la Francophonie a fait évoluer le Campus numérique francophone de Bamako vers une représentation nationale qui aura la charge de conduire plusieurs projets dont l'opérationnalisation du CEF et de l'incubateur « Deguely Blon » et la mise en œuvre prochaine de la 3e édition du projet « MT 180 / Ma Thèse en 180 secondes ».

Pour le Mali, cette restructuration fait passer du Campus numérique à un bureau local qui aura la charge de suivre les activités du Centre d'Employabilité et le FabLab. Cette restructuration met au cœur de la francophonie scientifique la transformation numérique et la gouvernance universitaire, l'employabilité et l'entrepreneuriat ainsi que la recherche.

Dans son intervention, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita, a annoncé que l'inauguration du siège du bureau national de l'AUF, du Centre d'Employabilité Francophone (CEF) et du laboratoire de fabrication FabLAB « **Deguely blon** », pourrait faire penser à un éclectisme béat de l'AUF. « **Mais, qu'on ne s'y trompe pas : de chacune de ces entités, il y'a un fil conducteur, celui de l'acquisition de compétences pour faire face aux défis du monde. Il est entendu qu'un tel objectif est en phase avec nos missions ministérielles de tous les jours** », a-t-il souligné.

Dans la même dynamique, il a indiqué que pour revenir à la notion de compétence, elle reflète ce que doit être la formation dans nos institutions d'enseignement supérieur et nous rappelle que le monde actuel a subi un changement radical et qu'aujourd'hui le savoir à lui seul ne suffit plus. Les trois dimensions de la

connaissance que sont le savoir, le savoir-faire et le savoir-être constituent un socle à l'acquisition des compétences, qui elles-mêmes ne suffisent pas si elles se concentrent sur un seul centre d'intérêt. Le meilleur mathématicien qui n'appréhende pas suffisamment l'outil informatique sera, certes, compétent mais moins efficace que d'autres. « **Je veux dire que le changement de paradigme dans notre perception de la formation, autant dans l'Enseignement supérieur que dans la formation professionnelle, est pleinement au cœur des efforts de réformes du Gouvernement de transition. Il y va de la qualité de notre formation, mais aussi d'une prise en charge de l'après-formation et donc de l'employabilité de nos jeunes diplômés** », a-t-il expliqué.

Conscient des défis du moment, le patron du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique, a fait un aveu : « **Je me réjouis de ce partenariat avec Orange-Mali qui permet de mettre à la disposition des étudiants et des enseignants du Mali, un centre incubateur équipé afin de booster la création de start-up innovantes et dynamiques. Ce Fablab, dans la lignée du Campus numérique, est un indicateur du partenariat que nous espérons tisser avec l'AUF sur le vaste projet d'Université Virtuelle du Mali, sur lequel mon département travaille depuis quelques temps** », a-t-il annoncé.

Par ailleurs, il est important de savoir que l'expérience de l'AUF dans la formation à distance est un atout qui permettra à notre pays de moderniser son système d'enseignement et de faire de l'Université virtuelle, plus qu'une alternative aux aléas et aux impondérables de la formation en présentiel.

Enfin, le ministre Amadou Keita a saisi l'occasion pour inviter les Institutions d'Enseignement Supérieur du privé et du public à créer et maintenir les dynamiques collectives afin que la mission de service public qui est la nôtre puisse bénéficier aux générations futures de notre pays et d'Afrique. Dans cette optique, la mutualisation des expériences, des méthodes et des outils est une des clés de notre succès.

Ibrahim SANOGO

Micro-trottoir : Que pensez-vous du retrait du Mali du G5 Sahel ?

Coumba Sylla, (Etudiante à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion)
« Je pense que c'est une bonne chose que le Mali se retire du G5 Sahel. Dans une organisation, il est primordial que les uns et les autres se respectent. Si le G5 Sahel ne considère pas les autorités maliennes comme légitimes, cela va de soi que le Mali quitte l'organisation».

Abdoul Karim Togola, (Etudiant à la Faculté du Droit Privé)
« Cette année, c'est le Mali qui devait être à la tête du G5 Sahel, mais l'organisation ne considérant pas nos autorités, ils nous ont refusé la présidence de notre pays. Pour moi, nos autorités ont eu raison de quitter le G5 Sahel, car ce qu'ils ont fait est un manque de respect vis-à-vis de notre pays».
Hamaye Maïga, (Etudiant à la Faculté des Sciences Economique et de Gestion)
« J'approuve ce retrait du Mali du G5 Sahel. Depuis la création de cette organisation, il y a environ 10 ans, l'objectif était de nous faire sortir de la crise. Mais c'est regrettable de voir, depuis, que la crise ne fait que s'intensifier. En plus de cela, on perd de l'argent en étant membre de cette organisation ».

Mohamed Cissé, (Journaliste)
« Je ne pense pas si c'est une bonne chose de quitter le G5 Sahel. Pour moi, le Mali est en train de s'isoler de plus en plus. Et c'est sûrement au profit de l'agence privée de la Russie, Wagner. On ne doit pas être fier de rompre avec des partenaires étatiques et responsables pour continuer à traiter avec des mercenaires. La décision de quitter est très extrémiste, on pouvait juste suspendre notre participation en attendant un dénouement heureux».
Diaby Ibrahima (Gestionnaire)
« Par rapport au retrait du Mali au G5 Sahel, je trouve que c'est une bonne chose, parce qu'à mon avis, on ne peut pas être dans une organisation et ne pas respecter les closes de l'organisation, les règles de l'organisation. Le fait que nos autorités se sont retirées est une bonne chose car c'est pour vraiment permettre aux autres de nous respecter ».

Docteur Ichaka Cissé, (Enseignant-chercheur à la Faculté de Droit Privé)
« De mon point de vue, je suis d'avis et je soutiens la décision prise par les autorités par rapport au retrait du Mali du G5 Sahel. Au départ de la création de ce pôle au Sahel pour lutter contre le terrorisme, l'esprit qui le sous-entendait n'a pas été bien structuré comme on l'aurait souhaité. Depuis sa création, il y avait des difficultés en termes d'orientation, en termes de vision. Je pense que ce retrait-là se justifie au-delà des arguments avancés par le gouvernement. Je n'ai pas vu l'opportunité d'une telle structure d'autant plus que si l'idéal de la structure devenait sahélienne que les Etats partie puissent être en mesure de financer exclusivement cet organe, ce qui n'a jamais été le cas. Déjà, les premières heures de sa mise en place, des Etats ont été invités à faire des investissements pour que les actions en termes d'opération puissent se dérouler et ça n'a jamais été le cas. Mêmes les bailleurs de fonds qui avaient promis de financer cet organe-là ne l'ont pas accompagné... Donc quelque part, je dis lorsqu'on envisage une telle politique sécuritaire, encore faudrait-il que les Etats soient engagés surtout dans le cadre de l'autofinancement. Si les Etats membres, les 5 Pays du G5 avaient pris l'initiative de financer exclusivement les actions militaires au sein de cet organe, ça pouvait être un début de processus ou ça allait s'élargir à d'autres pays qui allaient également l'accompagner. Mais cela n'a jamais été le cas, c'est pourquoi son échec est aujourd'hui constaté. Le G5 Sahel, depuis sa mise en œuvre en nos jours, n'a pas véritablement mené des actions de nature à minimiser les actions des terroristes dans le Sahel et particulièrement au Mali».

Seydou Mamadou (Etudiant à la Faculté de Droit Privé)
« Je pense que les autorités ont pris une bonne décision, vu que dans cette situation, c'est Assimi qui doit être le Président du G5 Sahel. Si cette fonction ne lui a pas été attribuée à cause du coup d'Etat qu'il a fait, nos autorités pensent qu'elles sont légitimes et légales, même si elles n'ont pas été élues démocratiquement. La population malienne les soutient. Environs 90 % de la population malienne les soutient. Même si nous passons à l'élection maintenant, je ne vois pas de candidats qui pourra battre le candidat présenté par la transition »

Aly Diabaté et Adam Traoré
(Stagiaires)
Source : Mali Tribune

SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- Nettoyage et protection des meubles en cuir
- Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Contribution : L'avenir des colonels putschistes

Il s'exprime à la tribune de l'Organisation des Nations unies (ONU), il intervient à la télévision, à la radio, il est l'homme des déclarations fracassantes contre la présence française au Mali... Le chef du gouvernement de la Transition, Choguel Maïga, restera ce vecteur ancillaire actif d'une dictature militaire de plus en plus russifiée par la présence grandissante du groupe Wagner. À ses côtés, on oublierait le Président, le colonel Assimi Goïta. Certes, dans un entretien donné pour Radio France internationale (RFI), le 22 février 2022, le Premier ministre rappelle que le chef de la junte « donne des orientations » sur la politique du pays, mais la discrétion dont il fait preuve est telle que se pose, selon nous, la question de son avenir. Il en va de même pour le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Sadio Camara, ou du directeur de la Sécurité d'État, le colonel Modibo Koné, puisque leurs missions sont assurées de plus en plus par les paramilitaires russes. Jusqu'à présent, ces trois officiers ont vu leur sort lié à deux autres comparses avec lesquels ils constituent ce quarteron de factieux qui a pris le pouvoir en août 2020 : Malick Diaw et Ismaël Wagué, respectivement président du Conseil national de Transition (CNT) et ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale. Mais de quoi demain sera-t-il fait ? Il est intéressant d'envisager leur avenir selon le point de vue de l'histoire contemporaine (I), selon leur rapport étroit avec la Russie et d'après la guerre indirecte que le Kremlin mène contre la France au Mali, eu égard au conflit en Ukraine notamment (II) ; mais aussi selon les tensions qu'ils suscitent (III).

I— « La justice est aveugle »

Les colonels ont peur depuis le jour où, ayant quitté la garnison de Kati, ils se sont emparés du palais présidentiel, crime de lèse-démocratie. Un mois et demi après ce coup de force, pour les protéger, la Charte de la Transition du 1er octobre 2020 a prévu, en son article 23, que : « Les membres du Comité national pour le Salut du Peuple et tous les acteurs ayant participé aux événements allant du 18 août 2020 à l'investiture du Président de la Transition, bénéficient de l'immunité. À ce titre, ils ne peuvent être poursuivis ou arrêtés pour des actes posés lors desdits événements. Une loi d'amnistie sera adoptée à cet effet. » Au premier abord, la mesure n'est rien de moins que révoltante, foulant aux pieds l'État de droit. Elle réjouit cependant les optimistes qui savent que cette peur est motivée, parce que le Mali recouvrera un jour le principe de justice et que les putschistes risquent d'être appelés à comparaître dans un tribunal, comme les dictateurs précédents, qui ont tous visité les prisons du pays : Modibo Keïta, Moussa Traoré, Amadou Haya Sanogo. Mais les plus chagrins savent aussi que la justice est l'un des organes les plus malades et que, même en période démocratique, les dirigeants l'utilisent à mauvais escient : Alpha Oumar Konaré gracia Moussa Traoré, pourtant condamné à la perpétuité, et Amadou Haya Sanogo, après avoir passé trois ans en résidence surveillée, a finalement été acquitté, les poursuites contre lui ayant été abandonnées. De même, les exemples africains de chefs d'État autoritaires, voire sanguinaires, sur lesquels la justice ne peut agir sont légion et renforcent malheureusement l'hypothèse que les membres de la junte peuvent aussi éviter la sanction suprême : s'il vient d'être condamné à la prison à perpétuité par des magistrats burkinabè pour l'assassinat de Thomas Sankara, en 1987, Blaise Compaoré n'a plus rien à craindre parce qu'il a été naturalisé ivoirien en 2016 et parce qu'il réside à Abidjan. L'ancien homme fort de Gambie, Yahya Jammeh, profite également de la sérénité d'un asile doré, en Guinée-Équatoriale. Si la situation politique tournait mal pour eux, les anciens membres du Comité national pour le Salut du Peuple pourraient trouver refuge en Guinée, où s'est installé au pouvoir le capitaine Doumbouya, ou en Algérie, rares États qui les soutiennent, ou, plus vraisemblablement, en Russie.

II— « Marche ou crève »

En effet, les relations entre le Mali et la France se dégradant de jour en jour, la junte a cherché un appui solide, de nouveaux « partenaires », comme le dit Choguel Maïga. Pour cela, elle a accepté, en décembre 2021, de pactiser avec les hommes de Wagner, accusés de tous les maux. Ainsi que le rapporte Jeune Afrique dans un article publié en ligne le 27 janvier 2022, cet accord – que personne n'a officiellement reconnu – est l'idée de Sadio Camara, formé à Moscou. Il correspond exactement au projet exprimé par Vladimir Poutine en 2009 et que rapportait le chercheur Alexandra Arkhangelskaya en 2013 : « La Russie [constate] sans jalousie que d'autres pays ont noué des liens en Afrique, mais elle entend bien défendre [ses] intérêts sur le continent » Son souhait se réalise : depuis 2018, la Russie et la République centrafricaine travaillent ensemble dans le domaine militaire. Le Président Touadéra profite de la protection de son allié qui, en échange, exploite les mines de l'ancienne colonie française. Le même processus a commencé au Mali. De plus en plus redevables des Russes, grâce auxquels ils maintiennent leur emprise, les colonels acceptent de se rendre complices de procédés abjects commandités par le Kremlin pour affaiblir la France, qui paie ainsi son soutien diplomatique et militaire à l'Ukraine. Marionnette de Moscou, le régime empêche RFI et France 24 de diffuser leurs programmes au Mali depuis le 17 mars 2022. Le mois suivant, la junte accuse l'armée française d'avoir creusé un charnier à Gossi ; en mai, le porte-parole du gouvernement publie un communiqué informant d'une tentative de coup d'État soutenu par un « État occidental ». La France n'est pas citée, mais elle est bien la cible de cette attaque, Choguel Maïga ayant déclaré à l'ONU qu'elle était responsable d'un « abandon [du Mali] en plein vol ». Les putschistes et leurs alliés sont prêts à tout pour conserver leurs sièges : comme on dit dans l'armée, « marche ou crève ».

III— « Tu quoque, mi fili ! »

L'avenir des cinq officiers ne présente aucune perspective enviable. Dans une démocratie, les hauts responsables sortis de charge publient leurs mémoires, font part de leur expérience de gouvernement lors de conférences et continuent de peser, peu ou prou, en usant de leur influence. Mais les ex-dirigeants d'une dictature militaire, quand ils ont échappé à la prison à vie, sont tenus de faire profil bas : Mobutu dut accepter les conditions humiliantes d'un exil au Maroc ; Bokassa fut contraint de se rendre en France ; Ben Ali se résolut à rejoindre l'Arabie Saoudite... La plupart du temps, ils sont eux-mêmes victimes de coups de force. Le 20 juillet 2021, un homme essaya de poignarder Assimi Goïta, un mois après que ce dernier a prêté serment comme président de la Transition. La contestation semble donc venir de l'extérieur, mais chacun sait que des crocodiles dans un même marigot n'ont pas de pitié les uns pour les autres. Malick Diaw n'aurait-il pas aimé jouer le premier rôle, lui qui participa au coup d'État d'Amadou Haya Sanogo en 2012 ? Et Sadio Camara ? Ne voulait-il pas mieux manipuler Assimi Goïta ? Souvent, il y a plus à craindre du cercle proche : en 1965, Jean-Bedel Bokassa renversait son cousin, le Président David Dacko ; en 1989, Idriss Déby échouait à écarter son ancien allié, Hissène Habré ; au Gabon, deux ex-beaux-frères, Ali Bongo et Jean Ping, ministres sous Omar Bongo, se disputaient la victoire de la présidentielle de 2016. Que ces exemples servent de leçon à la junte : le partenaire le plus proche n'est pas forcément le plus fiable ni le plus fort ; la guerre en Ukraine prouve que la Russie n'a plus la même grandeur. Enfin, si le régime pense garantir son avenir en se présentant aussi comme la victime de la CEDEAO, de l'Union africaine et de la France qui lui renieraient sa souveraineté, il se trompe, car il s'isole toujours un peu plus et se durcit davantage. Cette succession de mauvais choix politiques annonce, à n'en pas douter, le début de la fin. Soldats ! Repos !

Balla CISSÉ, docteur en droit public
Avocat au Barreau de Paris
Diplômé en Administration électorale

TRIBUNE : Jean Yves Le Drian out et Knock down !

Ainsi donc Emmanuel Macron, le président français réélu pour un second mandat, a balayé, comme l'on s'y attendait, l'homme qui incarnait le plus la " France arrogante et insultante" à l'égard du Mali et condescendante à l'endroit de l'Afrique francophone. Celle qui a inspiré et enfanté le pseudo sentiment anti- français qui s'est propagé comme une traînée de poudre, pour ne pas dire de sable, au Sahel.

Fait remarquable, même les observateurs français, s'ils ont noté l'absence de grands noms de l'ancienne équipe, n'ont même pas daigné évoquer celui de Parly, pourtant ancienne ministre française des Armées et de la Défense, passée maîtresse dans l'art de brocarder nos autorités et de nous présenter sous notre plus mauvais jour.

L'on notera aussi avec le départ de ses "deux tigres en papier" un changement de ton à l'égard du Mali, y compris de la part de Emmanuel Macron, lui-même désormais échaudé par le renvoi de son représentant officiel, l'ambassadeur Meyer, de Bamako, mais aussi, de plusieurs journalistes français et de la suspension de deux de ses porte-voix en Afrique (RFI et France 24). S'y ajoutent les départs exigés par nos autorités des forces Barkhane et Takuba qui ont pris de court la stratosphère des pseudo spécialistes qui rivalisaient sur les médias occidentaux, confondant jusqu'à la situation géographique du Mali et débitant des inepties sur les menaces qui pèseraient sur certaines communautés minoritaires du Mali, lesquelles sont intégrées depuis des lustres dans le vaste ensemble d'une Nation ayant fourni les preuves de son savoir-être millénaire et de son savoir-faire sociétal, en tout cas depuis Kouroukanfouga, et la sortie inattendue du G5 Sahel venue rappeler que même la MINUSMA, force onusienne neutre, n'est pas à l'abri du courroux de Bamako en cas d'écarts majeurs, comme la présence de ses officiels aux fêtes "foraines" des séparatistes du Nord.

N'oublions pas, pour revenir à Le Drian, qu'une convocation d'un juge malien, pour influence dans la dissipation des biens dans le cadre d'une opération confection des passeports, envoyée du temps de sa toute-puissance à la tête des Affaires étrangères, prend une plus

grande ampleur pour l'homme libre qu'il est devenu puisque débarqué du premier gouvernement de Macron II avec son parachutage en plein vol au-dessus du désert malien. Il perd en effet, avec son départ du gouvernement français, sa couverture immunitaire et se doit de montrer l'exemple aux nombreux Africains convoqués et condamnés par la justice française pour " des biens mal acquis". A moins que l'on ne vienne nous dire que des biens mal acquis par des Africains en Afrique diffèrent de ceux des Français en Afrique. C'est là où l'exemple malien aura servi de détonateur à l'émancipation vis-à-vis de l'ancienne métropole et que l'Afrique a changé au point de comprendre que ses ancêtres sont loin d'être des Gaulois et se sont parés de vertus et de valeurs méconnues par la France coloniale et snobées par les politiques actuels de la France dans leur grande majorité.

Le " non" du capitaine des Gaïdé du Sénégal, Idrissa GanaGueye du PSG, au port d'une tunique située à ses yeux loin des valeurs sportives qu'il incarne et de ses convictions, vient rappeler, à ceux qui n'ont rien compris à son geste, que la jeunesse africaine, celle née largement après les indépendances, à l'image de celle qui gouverne le Mali, s'est émancipée et s'assume malgré les sanctions illégales et illégitimes des valets locaux de la moribonde Françafrique et les " chutes" de ses supplétifs au Mali, en Guinée et au Burkina Faso.

Voilà là où se situe toute la différence entre l'Afrique nouvelle et celle d'un passé récent.

Le Drian l'apprendra à ses dépens avec ce procès qui l'attend au Mali et se fera dans les normes pour ne pas déroger à la règle qui régit désormais nos deux pays. Une leçon prévue et qui sera administrée loin de nos frontières.

Ainsi est le Mali des descendants de grands fondateurs d'empires quand il sort de ses gonds.

Seidina Oumar Dicko DSO
Journaliste - Historien- Écrivain

Mission d'observation des élections au Mali – MODELE : Conférence de presse du samedi 21 mai 2022 pour une loi électorale réaliste

La Mission d'Observation Des Élections au Mali – MODELE Mali est le dispositif d'observation électorale mis en place par la Synergie 22, comprenant 43 organisations de la société civile malienne, composée de : l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali – OBSERVATOIRE, l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), DONIBLOG (la communauté des Bloggeurs du Mali) ; le CONSORTIUM ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs et Tuwindi.

La Mission d'observation des élections au Mali (MODELE Mali) a participé à l'écoute organisée par le Conseil National de Transition (CNT) sur le projet de loi électorale, le jeudi 12 mai 2022. La MODELE MALI note des avancées et fait des observations en vue de l'adoption par le CNT d'une loi électorale en phase avec les préoccupations de l'ensemble des acteurs.

I – Les avancées du projet de loi électorale :

La MODELE salue les avancées, notamment la création de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), l'instauration du mode de scrutin proportionnel en lieu et place du scrutin majoritaire pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, la possibilité du vote électronique, la prise en compte des Maliens établis à l'extérieur, le renforcement du Genre ainsi que le plafonnement et le contrôle des dépenses de campagne. Cependant, le projet de loi pourrait être modifié sur plusieurs points pour obtenir une loi électorale plus réaliste.

II – Les observations de la MODELE Mali :

• Sur l'AIGE :

Par rapport à la création: la MODELE a constaté des similitudes entre les attributions de l'AIGE et celles de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) de 1997, en tant qu'organe unique de gestion des élections, créée suivant la Loi n°97-008 du 14 janvier 1997 portant loi électorale. Suivant cette loi, l'article 3 dispose qu'il est créé une Commission dénommée Commission Électorale Nationale Indépendante dont le sigle est C.E.N.I. à laquelle sont conférées l'organisation et la gestion des opérations référendaires et électorales. (...).

Tout comme la CENI de 1997, l'AIGE a été créée dans la loi électorale, avec les attributions du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation (MATD), de la CENI et de la Délégation générale aux élections (DGE). Conformément à l'article 3 (Section 1), le projet de loi prévoit que par dérogation à l'article 47 de la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics, il est créé une autorité administrative indépendante dénommée Autorité indépendante de Gestion des Élections en abrégé « AIGE ». L'AIGE est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle a son siège à Bamako qui peut être transféré en tout autre lieu sur le territoire national en cas de nécessité.

Comme enseignement tiré de la CENI de 1997, l'ancrage dans la seule loi électorale, qui est une loi ordinaire, ne garantit pas la stabilité et la longévité de l'AIGE. Par conséquent, nous pensons que l'AIGE doit avoir son ancrage dans la Constitution du Mali.

Par rapport aux attributions : l'article 4, section 2, dispose que l'AIGE a pour mission l'organisation et la gestion de toutes les opérations électorales et référendaires. Elle peut également organiser, à leur demande et à leurs frais, les élections des ordres professionnels, des organisations faîtières des Maliens établis à l'extérieur et des chambres consulaires. ( ).

En outre, tout comme la CENI de 1997, l'AIGE est limitée à la proclamation des résultats provisoires et la Cour Constitutionnelle proclame les résultats définitifs du Référendum, de l'élection présidentielle et des élections législatives, suivant les articles 155, 169 et 177 qui disent en substance que l'AIGE transmet, sans délai, à la Cour constitutionnelle, les résultats provisoires accompagnés des procès-verbaux des opérations du scrutin.

Tenant compte des crises postélectorales vécues de 1997 à 2020, du fait des Arrêts de la Cour Constitutionnelle, nous pensons que l'AIGE doit avoir dans ses prérogatives la proclamation des résultats définitifs et la Cour Constitutionnelle doit être dédiée à la gestion des contentieux.

Par rapport à la composition : le projet de loi,

en son article 6, prévoit que le Collège, organe délibérant de l'autorité, comprend neuf (9) membres recrutés par appel à candidature sur la base des critères de compétence, de professionnalisme, d'honnêteté et d'intégrité dans le domaine électoral, juridique, informatique, financier et de la communication. Un décret du Premier ministre détermine les profils et la procédure de sélection des membres du Collège de l'AIGE. Une commission de sélection, composée de sept (07) personnalités indépendantes, crédibles et intègres, dont quatre (4) désignées par le Premier ministre et les trois (3) autres par le Président de l'Organe législatif, est constituée. Après enquête de moralité, les membres de la Commission de sélection sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur présentation du dossier par le Premier ministre.

La MODELE pense que la composition de l'AIGE doit tenir compte de l'expérience des acteurs politiques quant à l'avènement et à la pratique de la démocratie, notamment en matière d'administration et de gestion des différents processus électoraux depuis 1992.

Aussi, pour la composition de l'AIGE au niveau national, le mode de sélection devrait être plus ouvert et nous proposons quinze (15) membres désignés par les partis politiques de la Majorité ; les partis politiques de l'Opposition ; les Confessions religieuses musulmanes et chrétiennes ; les Associations de Défense des Droits de l'Homme ; l'Ordre des Avocats ; les faîtières des Organisations Féminines et les Organisations de la société civile spécialisées en matière électorale.

• Par rapport au mandat des membres : il faut signaler les confusions de mandat dans les articles 7 (mandat de 7 ans) et 223 (mandat de 7 ans, 6 ans et 5 ans) du projet de loi. L'article 7 dit qu'après enquête de moralité, les membres du Collège de l'AIGE sont nommés pour un mandat de sept (7) ans non renouvelable, par décret pris en Conseil des Ministres, sur présentation du dossier par le Premier ministre et sur la base du rapport de la commission de sélection. L'article 223, quant à lui, dit que pour la première mise en place de l'Autorité, le président est nommé pour un mandat de sept (7) ans. Les membres chargés des télécommunications, de l'informatique et des finances sont nommés pour un mandat de six (6) ans. Les cinq membres restants sont tous nommés pour un mandat de quatre (4) ans.

Nous pensons que la durée des mandats doit être clarifiée.

• Sur les autres aspects du projet de loi électorale :

• Concernant les circonscriptions électorales

Dans le projet de loi, l'article 171 précise que pour l'élection des Députés à l'Assemblée nationale, les circonscriptions électorales sont : – les Régions et le District de Bamako en ce qui concerne les Députés élus sur le territoire national ; – les zones géographiques déterminées en collaboration avec le ministère chargé des Affaires étrangères et celui des Maliens établis à l'extérieur. Une décision du Président de l'AIGE fixe les zones géographiques retenues. Cette décision est publiée et notifiée à toutes les juridictions d'Ambassade et de Consulat.

Par rapport à cette disposition, la MODELE constate qu'elle nécessite la relecture de la Loi organique n°02-010 du 05 mars 2002, portant loi organique fixant le nombre, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, les conditions de remplacement des membres de l'Assemblée Nationale en cas de vacance de siège, leurs indemnités et déterminant les conditions de la délégation de vote.

En effet, conformément à l'article 1 de la loi de 2002, le nombre des députés à l'Assemblée Nationale est fixé à cent quarante-sept (147). La répartition des députés entre les cercles et les communes du District de Bamako est faite sur la base du recensement administratif de 1996 à raison d'un député par fraction de 60.000 habitants. (...). La répartition des députés entre les cercles et les communes du District de Bamako est fixée conformément au tableau annexé à la présente Loi.

La MODELE est persuadée qu'une loi ordinaire ne saurait supplanter une loi organique et que les cercles des 19 régions, créés suivant la Loi n°2012-017/ du 02 mars 2012, doivent être opérationnalisés pour leur permettre de prendre part aux élections législatives de fin de transition.

• Concernant les opérations de vote :

Le projet de loi évoque les cartes d'électeur en son article 73 qui stipule qu'il doit être remis à chaque électeur, au plus tard quarante-huit (48) heures avant le jour du scrutin, une carte d'électeur biométrique dont le modèle et le libellé sont fixés par décision du Président de l'AIGE (....).

Considérant que lors du Conseil des ministres du 6 avril 2022 il a été décidé d'introduire la carte nationale d'identité biométrique, qui servirait aussi de carte d'électeur, la MODELE pense qu'il convient d'insérer la carte d'identité biométrique en lieu et place de la carte d'électeur.

• Concernant la publication en ligne des résultats :

Le projet de loi prévoit dans les articles 155, 169 et 177 qu'après la proclamation des résultats provisoires, leur publication se fait par bureau de vote sur le site de l'AIGE, sans préciser le délai de publication.

La MODELE pense qu'il faut procéder à la publication des résultats par centres et bureaux de vote, au fur et à mesure de la proclamation des résultats provisoires. Cela permet d'éviter les conflits et d'éventuels tripatouillages des résultats pendant la remontée et la centralisation des résultats ; contribuant ainsi à la transparence et à la crédibilité des élections. Elle permet également d'obtenir les résultats par bureaux de vote avant le début légal du contentieux.

• Concernant l'observation électorale

L'article 41 (section 5) stipule que les organisations de la société civile et les organismes internationaux peuvent être accrédités en qualité d'observateurs par l'AIGE. Une décision du président de l'AIGE détermine les modalités et les conditions d'accréditation des observateurs.

La MODELE considère qu'il est nécessaire que les attributions de l'observation électorale soient mieux définies dans la loi. Elle juge nécessaire que la loi mentionne clairement la présence des observateurs à toutes les étapes du processus électoral, y compris aux différents niveaux de centralisation des résultats provisoires et définitifs.

• Enfin, la MODELE estime qu'il faut insérer, dans la loi électorale, les débats entre les candidats avant les premiers et seconds tours de l'élection présidentielle, l'alternance des genres sur les listes de candidats ainsi que le vote des personnes vivant avec des handicaps autres que physiques.

Contact Presse
Dr Ibrahima SANGHO, Chef de mission MODELE Mali

Journal d'un douanier : "Ma part de témoignage"

La cérémonie de lancement de l'ouvrage intitulé : « Le Journal d'un douanier » a eu lieu le samedi 14 mai au mémorial Modibo Keita.

Ecrit par Bassirou Mohamed Camara, « Le journal d'un douanier", cet ouvrage de 175 pages édité par Figuira Éditions en 2022, est un récit de la carrière de l'auteur dans la douane, dans le mouvement syndical, la gestion du Conseil économique social et culturel et de la République.

« C'est un peu pour participer à la formation de la jeune génération et contribuer également à faire en sorte de partager mon expérience. Il est du devoir de notre génération de laisser quelque chose pour qu'en fin cette génération puisse s'en inspirer », a exprimé l'auteur.

C'est un ouvrage qui parle de tout et c'est un coup de cœur, mais aussi ma part de vérité de ce que j'ai vécu. Ce n'est pas uniquement la douane, c'est un douanier qui parle, mais ça parle de tout ce qui a touché ma carrière et qui peut servir pratiquement dans tous les secteurs de développement social, politique, économique, culturel, ...

L'objectif de ce livre « c'est essentiellement de faire en sorte que les Maliens se retrouvent dans l'unité, dans l'union, et repensent notre démocratie qui de mon point de vue ne repose pas sur nos valeurs culturelles. Car cette démocratie est imposée, importée et malheureusement on l'a résumée aux seules élections et à la seule alternance », s'exclame-t-il.

Pour l'auteur, la gouvernance doit être revue et repensée. En un mot, il revient à refaire l'homme malien.

Dans son intervention, il a mis l'accent sur la formation, son importance. Dans le temps, les ressources n'étaient pas réunies alors qu'aujourd'hui la jeune génération a tout ce qu'il faut pour se former. Ils n'ont pas à aller à l'étranger.

Aujourd'hui à la retraite, Monsieur Camara a décidé de prendre la plume et ce qui est pour lui une manière de contribuer au renforcement de capacités de la jeune génération. Il a exprimé que c'est aussi un appel qu'il lance à tous ses collègues douaniers, en activité comme à la retraite, à plus d'union et de solidarité, d'esprit de correspondance, ce dont il ne cesse de rêver depuis bien d'années. Pour l'auteur, c'est une exhortation des pouvoirs publics, des acteurs politiques, et de la société civile, à repenser la gouvernance du pays « une adaptation de notre démocratie à nos valeurs sociétales est d'une nécessité absolue », a-t-il dit.

L'auteur Mohamed Bassirou Camara, né en 1952, a fréquenté plusieurs écoles de douane et a servi l'Etat malien pendant des années.

Aminata AgalyYattara
« Le Journal d'un douanier » FiguiraEditions.
172 pages, 10 000 F CFA
Source : Mali Tribune

La Russie se frotte les mains : Sa production de pétrole repart à la hausse... et son or noir revient déjà en Europe

Une plateforme de forage pétrolier dans un champ pétrolier de Rosneft près du village de Sokolovka et le vice-président russe Alexander Novak. (Andrey Rudakov/Bloomberg via Getty Images, Lisi Niesner/Bloomberg via Getty Images)

Dans les semaines qui ont suivi le début de la guerre en Europe, nombre d'acheteurs européens ont décidé de se passer du pétrole russe, faisant chuter la production locale. Quelques mois plus tard, la situation est déjà en train de s'inverser.

En avril, face aux sanctions économiques et à un manque de clients, la Russie a été contrainte produire un million de barils de pétrole en moins chaque jour. Mais visiblement, ça n'a été qu'un mauvais moment à passer.

D'après Alexander Novak, vice-président russe et plus haut responsable du Kremlin en matière d'énergie, la production est déjà repartie à la hausse ce mois-ci. En mai, ce sont 200.000 à 300.000 barils supplémentaires qui sont produits chaque jour. « Nous nous attendons à une nouvelle reprise en juin », a-t-il ajouté, cité par BNN Bloomberg.

Des barils envoyés ailleurs puis réexpédiés en Europe

Si la Russie semble déjà parvenir à redresser la barre, c'est principalement grâce à ses clients asiatiques. Ils n'hésitent pas à augmenter leurs commandes, profitant des tarifs réduits de l'or noir russe. Mais ils ne sont pas les seuls.

D'après Novak, la Russie arrive toujours à écouler son or noir auprès des acheteurs européens: celui-ci est d'abord envoyé vers d'autres marchés avant d'être réexpédié sur le Vieux Continent. Le vice-président n'a pas détaillé comment cela se déroulait, mais plusieurs médias ont déjà expliqué différentes techniques utilisées pour passer outre les auto-sanctions.

Il y a notamment le fait de mélanger 49,99% de pétrole russe avec 51,01% de pétrole d'une autre provenance, de sorte que le produit ne soit pas estampillé comme russe. Une pratique dont Shell a notamment été accusée d'exploiter. Le même groupe a également prévenu il y a quelques semaines qu'un embargo européen sur le pétrole russe aurait nécessairement des failles. Par exemple, si du brut russe est raffiné en Inde, il serait impossible d'en déterminer l'origine, selon le directeur général de Shell, Ben van Beurde.

Un tel embargo est sur la table depuis deux semaines, mais il ne fait pas encore l'unanimité parmi les Vingt-Sept.

Source : fr.busnessam.be

France : La liste des ministres du nouveau gouvernement enfin dévoilée

Un gouvernement avec peu de noms surprenants en dehors de celui de la ministre des Affaires étrangère et celui du ministre de l'Education

Près d'un mois après la réélection du président, voici enfin venu le temps de connaître les noms des membres du nouveau gouvernement français. Il va devoir incarner la majorité qu'Emmanuel Macron veut conserver aux élections législatives de juin.

Avec Elisabeth Borne, il avait fait le choix de la sécurité. Repoussait-il celui de la nouveauté promise et de la surprise à la nomination de ses ministres? Plutôt pas. Beaucoup d'anciens ministres restent en poste.

Par ailleurs, la nouvelle équipe gouvernementale était annoncée comme «resserrée» pour mener la bataille des législatives. Ce premier gouvernement Borne compte finalement 28 membres: 14 hommes et 14 femmes si on compte la première ministre. On n'est pas si loin des 42 membres du gouvernement de Jean Castex qui comptait 16 ministres, 14 ministres délégués et 12 secrétaires d'Etat, soit 21 hommes et 22 femmes, premier ministre compris.

La liste des ministres du nouveau gouvernement annoncé ce vendredi par Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée: Bruno Le Maire, ministre de l'Economie

Ministre de l'Economie et des Finances depuis le début du premier mandat macronien, ce qui en fait le détenteur du record de longévité à Bercy, Bruno Le Maire ne se représente pas aux législatives dans sa 1re circonscription de l'Eure. C'est un pilier de l'aile droite de la majorité.

Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur reste en place malgré deux accusations d'abus sexuels qui, même si elles sont classées sans suite, reviennent régulièrement dans le débat. Il est l'un des atouts de la macronie à droite. Très médiatique et attractif pour l'aile dure, il travaille sans relâche pour attirer sa famille politique vers la majorité présidentielle.

Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Une diplomate chiraquienne au Quai d'Orsay. Actuellement ambassadrice de France au Royaume-Uni, Catherine Colonna avait été ministre déléguée aux Affaires européennes dans le gouvernement de Dominique de Villepin.

Éric Dupond-Moretti, ministre de la Justice

Mis en examen depuis juillet 2021 pour prises illégales d'intérêts, l'ancien avocat star reste ministre de la Justice malgré ses problèmes avec les syndicats et les magistrats. Il est même sous la menace d'un procès.

Pap Ndiaye, ministre de l'Education

Un désaveu pour son très droitier et critiqué prédécesseur Jean-Michel Blanquer.

Historien directeur général du palais de la Porte-Dorée et du musée de l'Histoire de l'immigration, Pap Ndiaye est le frère de la romancière Marie NDiaye, prix Goncourt pour «Trois

femmes puissantes».

Sébastien Lecornu, ministre des Armées

Ministre des Outre-mer dans le gouvernement Jean Castex, Sébastien Lecornu porte le score catastrophique d'Emmanuel Macron dans ces départements. Il fait cependant partie des prises les plus précieuses à droite au cours du premier quinquennat et est très proche de Darmanin et Le Maire ce qui peut expliquer cette promotion remarquée.

Amélie de Montchalin, ministre de la Transition écologique et des territoires

Venue de la droite, Amélie de Montchalin était jusqu'ici ministre de la Transformation et de la Fonction publiques.

Olivier Dussopt, ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion

Ministre délégué chargé des comptes publics du gouvernement Castex, il devrait gérer la très polémique réforme des retraites. Il est issu de la gauche et se positionnait même en opposition franche au début du quinquennat.

Damien Abad, ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées

Patron des députés Les Républicain (LR) jusqu'à jeudi, sommé de démissionner par la direction du parti après qu'il a multiplié les contacts avec la macronie, Damien Abad est candidat à sa réélection dans la cinquième circonscription de l'Ain, tout près de la frontière genevoise. Le parti présidentiel n'y a présenté personne pour l'instant, on comprend pourquoi... Damien Abad a annoncé jeudi son départ immédiat de ses fonctions au sein de la droite traditionnelle et sa mise «en congés» des Républicains dans une interview au Figaro. Le président de LR Christian Jacob lui avait demandé de «quitter ses fonctions», devant son peu d'empressement à «sortir de l'ambiguité». Damien Abad souffre d'une maladie rare, l'arthrogrypose congénitale, qui touche ses articulations. Il s'engage souvent dans la défense des droits des personnes handicapées, notamment en janvier lorsqu'il avait accusé Eric Zemmour de promouvoir une vision loin de l'inclusion: «Cette ségrégation à tous les étages est une honte absolue», avait-il twitté.

Stanislas Guérini, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques

Patron du parti présidentiel depuis 2018, macroniste de la première heure, cet ancien socialiste proche de Dominique Strauss-Kahn avait perdu quelques plumes cette semaines en défendant maladroitement le candidat aux législatives Jérôme Peyrat, condamné en 2020 pour des violences envers une ex-compagne, qui a finalement retiré sa candidature suite à cette polémique.

Rima Abdul Malak, Ministre de la Culture

La ministre de la Culture, conseillère d'Emmanuel Macron sur ces questions jusqu'ici, a passé son enfance au Liban. Elle vient des milieux humanitaire et culturel.

Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Venu du MoDem de François Bayrou, il était jusqu'ici ministre chargé des Relations avec le Parlement.

Et aussi...

Sylvie Retailleau, Ministre de l'enseignement supérieur
Agnès Pannier-Runacher, Ministre de la Transition énergétique
Brigitte Bourguignon, ministre de la Santé et de la prévention
Yaël Braun-Pivet, ministre des Outre-mer
Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports et des Jeux olympiques
Olivier Véran, ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement
Isabelle Rome, ministre déléguée chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Egalité des chances
Gabriel Attal, ministre délégué des Comptes publics
Christophe Béchu, ministre délégué chargé des Collectivités territoriales
Franck Riester, ministre délégué chargé du Commerce extérieur
Clément Beaune, ministre délégué chargé de l'Europe
Olivia Grégoire, porte-parole du gouvernement
Justine Bénin secrétaire d'Etat chargée de la Mer
Charlotte Caubel secrétaire d'Etat chargée de l'Enfance
ChrysoulaZacharopoulou secrétaire d'Etat chargée du Développement

Source : letemps.ch

MERCATO – PSG : ZIDANE, MBAPPÉ... la nouvelle bombe de la presse espagnole !

Alors que Kylian Mbappé envisage de prolonger son bail avec le PSG, Zinedine Zidane pourrait avoir une importance colossale dans le choix de l'international français.

Le feuilleton Mbappé devrait prendre fin durant le week-end. Libre dans quelques semaines, l'attaquant du PSG va prendre la parole samedi ou dimanche afin de révéler sa décision. Comme l'a assuré sa mère ce vendredi, Kylian Mbappé dispose déjà d'un accord avec le Real Madrid et le PSG et n'a plus qu'à faire son choix, et c'est finalement l'écurie parisienne qui pourrait boucler ce dossier. D'après Skyltalia, Kylian Mbappé aurait changé d'avis et envisage désormais de renouveler son bail avec le Paris Saint-Germain. Un énorme retournement de situation dans lequel Zinedine Zidane pourrait jouer un rôle.

LE FACTEUR ZIDANE QUI RELANCE TOUT

Selon OK Diario, ce changement de position de la part de Kylian Mbappé s'explique en partie par la volonté de ce dernier à travailler avec Zinedine Zidane, son idole de jeunesse. À en croire le média espagnol, l'ancien entraîneur du Real Madrid est pressenti pour prendre la succession de Mauricio Pochettino et « travaille dans l'ombre » en faveur du PSG pour tenter de convaincre Kylian Mbappé de rester du côté du Parc des Princes. Zidane aurait échangé avec Mbappé au cours des derniers mois et lui aurait fait comprendre qu'il pourrait devenir la pierre angulaire de son nouveau projet au PSG. Comme vous l'a révélé le10sport.com, Zinedine Zidane est effectivement la grande priorité des Qataris pour devenir l'entraîneur du PSG la saison prochaine. Un élément qui pourrait alors totalement relancer le feuilleton Mbappé.

Source : https://le10sport.com

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous pourriez abandonner facilement, si vous vous écoutiez, seulement, quelque chose vous dit, que vous ne devez pas lâcher. Vos supérieurs vantent vos mérites. Prendre leurs compliments comme un vrai booster devrait flatter votre ego !

Le climat est propice à une nette amélioration financière. Vous commencez enfin à voir le bout du tunnel, dans un coin de votre tête, les nouveaux projets s'invitent. On peut dire que vous avez de la suite dans les idées, cher Bélier !

Taureau (20 avril- 19 mai)

La situation est difficile, votre humeur perturbe les relations professionnelles. Des imprévus risquent de venir vous contrarier fortement, et votre réaction pourrait s'avérer démesurée. Modérez vos ardeurs au maximum, au risque de surprendre vos collègues !

Prudence, des excès en tout genre risquent de se produire ! Le mauvais aspect Lune/Jupiter vous amène beaucoup d'insouciance, et vous pousse à commettre de folles dépenses. Reprenez vite le contrôle, vous risquez un appel de votre banquier !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous progresserez avec assurance dans votre vie professionnelle. Votre autorité, dopée par Mars en Verseau, deviendra naturelle et sera votre meilleure alliée. Vos idées auront des suffrages et vous n'aurez aucun mal à vous rallier les bonnes volontés.

Depuis un secteur astral en charge de votre argent, Jupiter confortera cet équilibre financier auquel vous aspirerez. Certes, vous ne serez pas en mesure de tout régler, mais vos initiatives engagées dans cette optique commenceront à porter leurs fruits.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Dans la vie professionnelle, ça bouge aujourd'hui. Des turbulences sont annoncées, de quoi vous donner le tournis. Entre nouvelles propositions de travail, possibilité de changement de poste et revalorisation du salaire, il s'en passe des choses !

Vous avez sûrement des objectifs financiers ambitieux, seulement vous avez encore de la difficulté à trouver des appuis, pas de panique, cher Cancer, tout vient à point à qui sait attendre. Votre jour de gloire va forcément arriver !

Lion (22 juillet - 23 août)

Dans la vie professionnelle, ça bouge aujourd'hui. Des turbulences sont annoncées, de quoi vous donner le tournis. Entre nouvelles propositions de travail, possibilité de changement de poste et revalorisation du salaire, il s'en passe des choses !

Vous avez sûrement des objectifs financiers ambitieux, seulement vous avez encore de la difficulté à trouver des appuis, pas de panique, cher Cancer, tout vient à point à qui sait attendre. Votre jour de gloire va forcément arriver !

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous pourriez voir vos desseins professionnels qui tardent à se réaliser, voire même être annulés. Mais heureusement, vous regorgez d'idées et repartez sur d'autres projets qui vous tiennent à coeur, et proposez vos ébauches, qui séduisent, comme toujours.

Attention, les excès en tout genre sont là ! Et les dépenses ne font pas exception. Vous, si économe, avez tendance aujourd'hui à ne pas compter, alors soyez prudent et restez terre-à-terre ! Ne vous lancez pas dans de folles aventures monétaires !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous aurez du travail par-dessus la tête et des échéances difficiles à tenir. En plus, vos appuis manqueront de fiabilité et les conflits à gérer s'accumuleront. Il n'y aura rien d'insurmontable, malgré tout. Concentrez-vous sur ce qui avancera.

Pluton au carré de votre signe vous conseillera d'être rigoureux. Pointez vos relevés de comptes, vérifiez que vous êtes à jour dans toutes vos factures, revoyez à la baisse certains postes de dépenses. Il sera temps de modifier certaines de vos dispositions.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un changement professionnel s'annonce. Vous avez l'occasion de pouvoir vous épanouir dans un secteur que vous avez choisi tout en gardant du temps pour vous et pour vos activités extra-professionnelles. Vous pouvez opter pour le télétravail.

Cher natif, vous n'avez pas d'autres options, que celle de prendre en main vos finances. Vous ne pourrez pas dire que vous n'étiez pas prévenu. Si vous attendez qu'un bon plan ou une rentrée d'argent vous tombe dessus, ce n'est pas pour aujourd'hui.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Une avancée considérable vous donne l'occasion de faire de nouveaux projets professionnels. Vous pourriez recevoir une augmentation de salaire en récompense de tous les efforts que vous avez fournis ces dernières semaines. On vous fait confiance.

De nouveaux projets prometteurs pourraient vous faire gagner beaucoup d'argent. On vous contacte pour mettre en place un plan de financement. Votre envie de partir à la conquête de pistes encore inexplorées éveille votre curiosité.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Votre ténacité et votre sérieux portent leurs fruits, vous excellez professionnellement ! Les relations avec vos collègues sont parfaites, la confiance et le respect sont bien présents, votre loyauté et votre sincérité sont appréciées. Un sans faute !

L'attention est requise aujourd'hui concernant vos finances ! Jupiter n'aide pas aux économies ni aux restrictions, bien au contraire ! Vous êtes tenté de dépenser plus que vous ne voudriez, gare aux excès ! Soyez vigilant avec votre porte-monnaie.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Au travail, autant vous dire ou plutôt annoncer à vos collègues qu'on ne vous verra pas souvent lever le nez de vos dossiers. Travailleur infatigable et déterminé à tout boucler avant la fin de la journée, il sera difficile de communiquer avec vous.

Mercure dans votre secteur argent vous fera souffrir en compliquant le déroulement de vos démarches financières. Vous n'aurez pas de réponses à vos demandes et lorsque vous en recevrez une, votre interlocuteur n'aura pas les compétences pour vous guider.

Poisson (19 février - 21 mars)

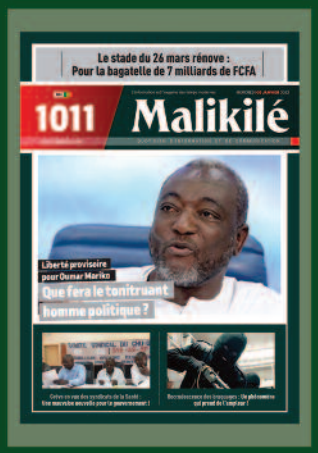
Une belle concentration vous permet de finaliser un projet. Même si vous n'êtes pas très à l'aise avec les compliments, votre hiérarchie vous félicite. Vous avez envie d'exploiter votre sens créatif, alors, faites-vous plaisir, cher Poissons.

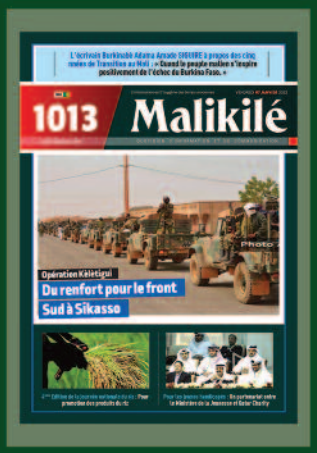
Vous profitez des conseils et de la bienveillance de vos proches, vous êtes à jour, vous vous acquittez de vos obligations, vous épargnez, tout vous semble facile. Vous avez l'opportunité et l'avantage d'améliorer considérablement vos revenus.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS





Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com